



**30** ans au service  
de la pêche artisanale

# Yemaya

BULLETIN DE L'ICSF SUR LES QUESTIONS DE GENRE DANS LA PÊCHE

## Éditorial

La mise en œuvre en situations concrètes des Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté (Directives PAD/SSF) constitue un réel défi pour ce secteur. Il existe un autre défi encore plus sérieux : le respect de l'égalité hommes-femmes dans le processus. Les femmes de la pêche devront lutter à deux niveaux : chez elles et au sein de leurs communautés, face à l'État et aux autres parties prenantes.

La maison et la communauté, où les femmes trouvent souvent la force et le courage dont elles ont bien besoin, sont aussi les lieux où elles se heurtent aux obstacles les plus paralysants sur le chemin du progrès. Des coutumes, des croyances, des pratiques patriarcales solidifiées servent à maintenir les femmes à leur place (comme on dit), loin de l'autonomie, des prises de décisions et du leadership, à les confiner dans des rôles invisibles, dévalorisés, mal récompensés. Les lois coutumières interdisent fréquemment aux femmes de sortir de limites prédéterminées et restrictives. Et les responsables masculins des organisations communautaires sont souvent le premier frein à une participation des femmes aux affaires et décisions du groupe.

Les obstacles au progrès des femmes du monde de la pêche ne se limitent pas au foyer et à la communauté. Ils étendent habituellement leurs ramifications à tout un ensemble complexe de lois, droits et privilèges qui favorisent les hommes en rendant tout simplement invisibles la vie et le travail des femmes, dans la tenue du ménage (s'occuper des enfants, des malades, des anciens...), dans diverses tâches exécutées avant ou après les opérations de capture du poisson. Pour les femmes de la pêche artisanale, l'atteinte à leurs droits humains fondamentaux est une réalité quotidienne.

Le combat pour faire reconnaître le rôle des femmes tout au long de la chaîne de valeur de la filière pêche revêt aujourd'hui une importance particulière car les États et les institutions internationales sont en train de s'intéresser à la question de la mise en œuvre des Directives sur la pêche artisanale. C'est une occasion historique pour que les femmes fassent entendre leur voix, expriment leurs revendications. Mais pour que la problématique de genre trouve sa place dans les dialogues relatifs à cette mise en œuvre, il faudrait au préalable que s'établissent au sein des communautés des modes de représentation qui soient démocratiques, équitables à l'égard des femmes. Micheline Dion, de la CAOPA (Confédération africaine des organisations professionnelles de la pêche artisanale), faisait remarquer que des organisations non élues, non représentatives, prétendant parfois s'exprimer au nom de communautés côtières, ont parfois une influence disproportionnée sur les processus décisionnels. Il est indispensable de changer cet état de choses ; il est vital que les femmes de la pêche artisanale participent activement à la prise de décisions. Il faut que les responsables politiques et les organisations professionnelles reconnaissent le statut professionnel de ces travailleuses, dit-elle.

La lutte des femmes pour que justice leur soit rendue est profondément liée à la lutte des communautés pour la préservation de leurs lieux de vie et leurs moyens de subsistance. En Côte d'Ivoire, par exemple, le déclin des stocks et la baisse des revenus ont des effets ravageurs sur la durabilité des pêches artisanales. Si on n'instaure pas d'urgence des mécanismes régulateurs pour protéger le secteur artisanal, l'avenir des petits pêcheurs risque d'être bien sombre. Dans cette situation, il est essentiel que les décideurs politiques reconnaissent à sa juste valeur le rôle des femmes de la pêche dans le renforcement de l'économie locale, dans la sécurité alimentaire locale, la survie de ce secteur, et aussi dans l'effort global visant à protéger la planète contre les ravages du changement climatique. **M**



Irlande.....	2
Dates .....	3
Réseau.....	4
Tanzanie .....	5
Profil .....	7
Inde.....	8
Asie.....	11
Q & R.....	13
Mama Yemaya.....	13
Quoi de neuf sur le web ? .....	14

# Indépendante et heureuse

Cet article raconte la vie et le travail d'une femme qui produit du poisson fumé en Irlande

D'après un récit de  
**Sally Barnes**  
(sally@woodcocks.mokery.com)  
sur [www.woodcocksmokery.com](http://www.woodcocksmokery.com)

Sally Barnes a une entreprise artisanale de fumage de poisson dans une localité du sud de l'Irlande, sur la côte ouest. La Woodcock Smokery a bonne réputation, a obtenu de prestigieuses distinctions au cours de ses presque quarante ans de fonctionnement. Avec les années qui passent, et le froid de l'atelier qui pince les mains certaines nuits, Sally songe à vendre son affaire, à partager l'expérience acquise avec d'autres. Il est bon de rêver, dit-elle.

Elle est maintenant célibataire mais a été mariée à un pêcheur côtier. Ils ont eu deux enfants. Comme beaucoup de femmes de pêcheurs, Sally était dans la pratique un « parent isolé » par rapport à ses enfants, une « femme au foyer » qui aidait l'entreprise de diverses manières : trouver des clients, commander des pièces, s'occuper de la maison, avec jamais assez d'argent pour faire face aux dépenses. Son ex-mari a essayé plusieurs types de pêche : langouste au filet emmêlant sur la côte, turbot et autres poissons blancs, saumon, langoustine. Pendant quelques années, il a participé à l'organisation d'une pêcherie au large pour le merlu, en s'éloignant jusqu'à 80 km du littoral.

La famille bénéficiait évidemment de poisson très frais, mais vendu à des prix médiocres. Ils étaient trop éloignés d'un centre urbain pour que Sally puisse trouver à s'employer. De toute façon, à cause des tâches domestiques, il était impossible de s'éloigner de la maison. Un jour, Sally et son mari ont eu un gros manque à gagner : un client n'a pas réglé ses achats de saumon

sauvage. Au bout de deux années d'attente, ils ont dû se résoudre à poursuivre en justice. En guise de paiement partiel, le client leur a cédé un fumoir.

Après plusieurs tentatives, Sally a appris seule à s'en servir, et a commencé à vendre sa production. Elle a touché une petite aide du gouvernement pour aménager un hangar. Elle a contracté un emprunt pour s'équiper : chambre froide, appareil à emballer sous vide, évier, tables. Elle a emprunté à nouveau pour acheter de la matière première. Grâce à son activité de fumage, Sally valorisait les prises de son mari et améliorait les revenus de la famille. Pendant de nombreux hivers, cela a été la seule source d'argent, lorsque le mauvais temps rendait toute pêche impossible.

Petit à petit, Sally se sentait financièrement plus autonome. Elle s'est inscrite à l'Université d'enseignement à distance et a suivi des cours de production alimentaire et d'océanographie. Elle avait déjà d'instinct élaboré des méthodes permettant de prolonger la durée de conservation de son poisson ; et ces études amélioraient son savoir-faire. Par nature, Sally avait une approche « durable » dans son affaire : elle n'achetait pas trop, juste ce qu'il fallait pour l'occuper et vivre convenablement.

Une année, un ami a fait connaître Sally à AKTEA (Réseau européen des organisations de femmes de la pêche). Bientôt elle participait aux événements organisés par cette structure, et rencontrait ainsi des femmes qui étaient véritablement source d'inspiration. Certaines avaient vécu et travaillé dans des communautés côtières isolées, tout comme elle. Elles l'ont vivement encouragée pour sa vie personnelle et son entreprise. Sally réalisait alors qu'elle n'était pas la seule à désirer que s'améliore la vie des épouses ou partenaires des pêcheurs, que celles-ci soient reconnues comme éléments essentiels de l'entreprise de pêche.

Aujourd'hui, en tant que membre du Groupe de travail des artisans en Irlande, Sally rencontre régulièrement la FSAI (Direction de la sécurité alimentaire) à Dublin pour parler des modifications de la réglementation susceptibles d'avoir des incidences sur de nombreuses travailleuses indépendantes du secteur artisanal local. « Les grandes entreprises sont, d'une manière générale, bien représentées au niveau de l'UE, ce qui n'est pas le cas pour les petits artisans, dit-elle. Tout ce qui concerne notre alimentation et sa préparation, et la santé du genre humain, il ne faut pas laisser cela entre les mains d'énormes sociétés. Les artisans font plus attention à l'intégrité, à la nourriture propre, qu'ils seraient fiers de mettre sur leur propre table. On fait ce travail pas uniquement pour le petit profit qu'on en tire ; mais ça aide quand même ! ».

Il y a quelques années, une personne de sa clientèle qui se rendait au Salon du Goût

[WWW.WOODCOCKSMOKERY.COM](http://WWW.WOODCOCKSMOKERY.COM)



Sally Barnes a une entreprise artisanale de fumage de poisson. Elle valorisait ainsi les prises de son mari et améliorait les revenus de la famille

organisé en Italie par Slow Food a suggéré à Sally de venir aussi. Cela a été le début d'un long enchantement avec Slow Food, et Slow Fish tout particulièrement. Malgré quelques petits creux passagers, la relation avec Slow Food a été extrêmement gratifiante.

Parmi les multiples centres d'intérêts de Sally, il y a chez elle un grand besoin d'apprendre : apprendre pour elle-même, et apprendre aux autres.

Depuis plusieurs années, les étudiants de l'Université des sciences gastronomiques de Slow Food viennent voir Sally pour mieux apprendre à conserver les protéines du poisson avec le sel et la fumée, pour acquérir du savoir-faire en matière de transformation du poisson.

Son implication dans Slow Food a fait qu'elle a aussi rencontré un certain Kamal Mouzawak, lequel était chargé de lancer le premier « Marché fermier » de Beyrouth au Liban, en 2005. Grâce à cette initiative, des producteurs locaux pouvaient rencontrer des consommateurs urbains à la recherche d'une alimentation « bonne, propre et juste ». Des femmes de la campagne venaient ainsi chaque jour à la ville préparer des plats libanais traditionnels à l'intention des clients qui s'étaient inscrits pour le déjeuner. Les recettes variaient d'un village à l'autre. Plusieurs restaurants ont ouvert au fil des années ; et dans ce Liban en guerre, des femmes ont pu de cette façon gagner leur argent.

Par la suite, Kamal Mouzawak a invité Sally à visiter ce pays. En 2014, avec deux amis qui étaient chefs-cuisiniers, elle se rend à Beyrouth pour faire une démonstration de fumage artisanal du poisson à trois groupes de femmes,

essentiellement des veuves de guerre de Tripoli, au nord du pays, et des réfugiées de Syrie. Elles ont étudié tous les aspects de la production (sécurité alimentaire, calcul des coûts et des prix...) pour au final pouvoir proposer au consommateur une bonne nourriture nutritive.

Les relations avec ces femmes n'ont pas démarré aussi bien qu'espérait Sally. À l'ouverture de la démonstration, Kamal Mouzawak a précisé ce qu'allait faire Sally. Quand il a dit que la cuisson se ferait dans la fumée, toutes les femmes ont tourné le dos et sont sorties ! Elles pensaient probablement que l'étrangère allait détruire toute la saveur de leurs beaux poissons. Inquiète d'avoir perdu l'assistance aussi rapidement, Sally a cependant continué avec ses préparations. Une fois le poisson traité à la fumée, Kamal a invité les femmes à revenir en goûter. Le poisson a disparu si rapidement que Sally n'a même pas trouvé un morceau pour elle-même. Et les femmes ont exprimé leur satisfaction par d'émouvants youyous : Sally en a eu les larmes aux yeux !

Elle estime qu'elle a eu une vie bien remplie, et qu'elle a tout ce qu'il faut : « J'ai un toit sur la tête, j'ai le ventre plein, un bon lit au sec, de l'eau potable. De quoi a-t-on besoin encore ? ». Elle souhaiterait quand même autre chose en plus : avoir l'occasion d'apprendre aux femmes de par le monde à prolonger la durée de vie du poisson tout en lui gardant sa qualité gustative. « Comme cela, on n'est pas sous pression pour écouler le poisson frais le plus rapidement possible, et parfois à petit prix, avant qu'il ne se perde. Et les ménagères peuvent ainsi acquérir une certaine autonomie financière », dit-elle. ❖

**Elle souhaiterait quand même autre chose en plus : avoir l'occasion d'apprendre aux femmes de par le monde à prolonger la durée de vie du poisson tout en lui gardant sa qualité gustative.**



## Dates

**Ramya Rajagopalan**  
(ramya.rajagopalan@gmail.com),  
chargée de programme  
à l'ICSF

### Patrimoine culturel : les plongeuses de l'île de Jeju

Des numéros précédents de Yemaya (n° 35 par exemple) ont consacré des articles aux étonnantes plongeuses de l'île de Jeju en République de Corée. On les appelle *haenyeo* (femmes de la mer plongeuses). Un évènement important s'est produit récemment dans leur histoire puisque l'UNESCO les a inscrites sur la Liste du Patrimoine culturel immatériel de l'humanité.

L'île volcanique de Jeju est située au large de la côte sud du pays. Elle compte 600 000 habitants, dont cette petite communauté de *haenyeo*, parfois octogénaires, qui plongent sans masque à oxygène pour pêcher des fruits de mer tels qu'ormeaux et oursins. Au cours des 90 jours d'ouverture dans l'année, elles pêchent jusqu'à sept heures par jour, en retenant leur souffle pendant une minute à chaque plongée et en produisant un son particulier (*sumbi-sori*) quand elles regagnent la surface. Elles sont divisées en trois groupes suivant leur niveau d'expérience : *hagun*, *junggun* et *sanggun*, les *sanggun* conseillant les autres.

Elles sont environ 4 500 sur l'île et font partie de *haenyeohoe* (associations) qui sont affiliées aux coopératives de pêche locales. Ces structures avaient demandé aux autorités provinciales de reconnaître officiellement les traditions de ces groupes. Consacrée alors par le gouvernement comme un symbole caractéristique de l'île et de l'esprit de la population, la culture des *haenyeo* contribue aussi à l'amélioration du statut des femmes dans la communauté, à l'écologie avec ses méthodes respectueuses de l'environnement et à l'implication des communautés dans la gestion des pratiques de pêche. Le gouvernement a adopté diverses mesures appropriées afin de préserver cette culture.

C'est à la 11ème session du Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, réuni à Addis Abeba, Éthiopie, du 28 novembre au 2 décembre, que l'UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) a décidé d'ajouter les plongeuses de l'île de Jeju sur sa liste.

# Rude tâche

**Lors d'un récent colloque, AKTEA présente les difficultés des femmes de la pêche artisanale en Europe**

**Marja Bekendam de Boer**  
(info@hoekman-bekendam.nl),  
présidente d'AKTEA,  
et **Katia Frangoudes**  
(Katia.Frangoudes@univ-brest.fr),  
Membre de l'ICSF

L'Institut des sciences sociales et politiques de l'Université de La Laguna, Espagne, en association avec le Projet GOBAMP2 et le partenariat TBTI (Too Big To Ignore), a organisé un colloque consacré au thème « Pêche artisanale européenne et réseaux mondiaux », qui s'est tenu à Tenerife, Espagne, du 29 juin au 1 juillet 2016. Il s'agissait de débattre de questions touchant à la durabilité de la pêche artisanale en Europe et d'explorer les liens avec ce secteur d'activité au plan mondial, via les marchés et des initiatives pour une saine gestion notamment.

Ont participé à cet événement 70 personnes : scientifiques, étudiants, pêcheurs, gestionnaires. Ils ont abordé tout un ensemble d'aspects concernant la pêche artisanale européenne. La question de l'égalité hommes-femmes était évidemment un élément des débats. Marja Bekendam, présidente d'AKTEA (Réseau européen des organisations de femmes dans la pêche et l'aquaculture), a rappelé l'importance de la contribution des femmes au secteur de la pêche artisanale. Le réseau AKTEA a démarré à Ancône, Italie, en 2006. Ce nom lui vient d'une néréide de la mythologie grecque qui symbolise la côte, le lieu de vie des femmes de la pêche artisanale. Le groupe est né au fil des délibérations qui se tenaient à l'occasion de rencontres transnationales entre femmes de la pêche de divers pays européens. Les objectifs d'AKTEA sont les suivants : rendre visible et faire reconnaître le rôle des femmes de la pêche, obtenir des statistiques sexospécifiques de l'emploi dans la pêche, faire participer les femmes aux processus décisionnels en matière de gestion des pêches et de développement du littoral, rendre plus visibles les communautés de pêche de la côte et de l'intérieur et tout ce que les femmes leur apportent, faciliter le partage des expériences et des savoirs.

AKTEA est un réseau de bénévoles. Sauf quelques exceptions notables, c'est le cas pour la plupart des organisations de femmes de la pêche en Europe. En Espagne, le Réseau des femmes de la pêche, qui regroupe pêcheuses, récolteuses de coquillages et organismes d'appui aux femmes de la pêche, a été créé par le Secrétariat des pêches en 2010. Au Portugal, Estrela do Mare est un réseau de pêcheuses, poissonnières et femmes de pêcheurs qui a

fonctionné de façon informelle pendant de nombreuses années avant d'être reconnu officiellement en 2014.

Dans la pêche et l'aquaculture européenne, les activités des femmes sont essentiellement à terre, et sont multiples : réparation des filets, récolte de coquillages, travail administratif... Dans les entreprises de pêche familiales, elles ont un rôle important qui est sous-estimé, mal reconnu. Aujourd'hui en Europe, les femmes s'expriment pour qu'on n'oublie pas les aspects sociaux de la pêche, ni leurs propres droits. Certaines participent à la gestion de la ressource en s'impliquant dans les CCGP (Comités consultatifs pour la gestion des pêches). Les autorités européennes et nationales ont déclaré qu'ils considèrent que les femmes font preuve de plus d'ouverture d'esprit que les hommes sur des problèmes essentiels de la pêche.

Au colloque de Tenerife, Carmen Serrano Soller, membre d'AKTEA, a fait un exposé sur un groupement de femmes de la pêche appelé Thyrius, de Valence en Espagne. Ses membres avaient combattu pendant des années une coutume patriarcale selon laquelle les droits de pêche locaux se transmettaient par la lignée masculine. Plusieurs décisions de justice étaient rendues en faveur des femmes, mais les associations de pêcheurs restaient toujours contre des droits de pêche pour les femmes. En janvier 2008, un jugement à Valence a finalement obligé l'organisation des pêcheurs à céder. Mais les femmes ont alors constaté que l'anguille, l'espèce la plus importante dans la Laguna, avait disparu pour cause de surexploitation. Les femmes de la communauté mènent actuellement une campagne de revitalisation du lac local par repeuplement organisé. Elles ont toujours beaucoup de mal à faire accepter leurs idées par les pêcheurs locaux.

Cette histoire des pêcheuses de Valence illustre bien les difficultés auxquelles elles se heurtent dans un contexte patriarcal. Même lorsqu'elles avancent des propositions pour une pêche durable dans l'intérêt commun, on fait comme si elles n'existaient pas. Il est bon que leur vécu puisse trouver à s'exprimer, que d'autres communautés de pêche en entendent parler.

À ce colloque, un exposé de Yesmina Mascarell, chercheuse indépendante, a mis en évidence le rôle de femmes propriétaires de bateaux dans les communautés de la côte méditerranéenne aux alentours de Valence. Les femmes des Confréries (associations de pêcheurs artisans) de la région restent invisibles dans l'espace public pour ce qui est de l'accès au pouvoir, à la propriété, aux processus décisionnels, et de leur travail aussi qui reste en



grande partie non rémunéré. Autant de domaines où l'exclusion culturelle et sociale des femmes est plus apparente.


Dans le secteur étudié, quelque 275 femmes sont copropriétaires en même temps que leur mari ou un parent. Seulement quelques-unes (moins de 6 %) sont l'unique propriétaire. Elles portent la responsabilité principale de la gestion de l'entreprise familiale. Mais leur travail pour s'occuper du bateau et de l'équipage reste non rémunéré, non déclaré, et ne donne pas lieu à des contributions pour la sécurité sociale maritime (donc sans droits à pension). Elles sont très peu présentes à des postes de pouvoir et de décision. Elles ne représentent qu'un tout petit pourcentage au sein des organismes de la pêche et de leurs conseils d'administration.

Au cours de ce colloque TBTI, des membres d'AKTEA ont pu rencontrer la nouvelle organisation de la pêche artisanale appelée LIFE (Low Impact Fisheries in Europe). LIFE a pour but d'être, au niveau européen, une voix claire et cohérente pour la majorité des pêcheurs européens, qui sont largement silencieux, qui travaillent à petite échelle, qui utilisent des engins et des méthodes à faible impact écologique. Pour autant, il leur a manqué dans le passé une représentation active et efficace à Bruxelles et au niveau des États membres.

AKTEA



AKTEA veut faire reconnaître le rôle des femmes dans la pêche

Les membres d'AKTEA ont demandé à LIFE d'appuyer aussi les initiatives des femmes de la pêche. On a pris acte de la contribution des auteurs du présent article pour établir un lien entre AKTEA et LIFE. 

Dans les entreprises de pêche familiales, les femmes ont un rôle important qui est sous-estimé, mal reconnu.

AFRIQUE

TANZANIE

# Apprendre

## Un groupe de formatrices de Tanzanie rendent visite à des collègues au Kenya pour s'informer

**Ali Thani**  
(alythani@mwambao.ortz)  
et **Lorna Slade**  
(lornaslade@mwambao.ortz),  
du Mwambao Coastal  
Community Network,  
Tanzanie

**M**anque d'instruction, manque de compétences : voilà deux handicaps identifiés au cours d'un atelier organisé par le Mwambao Coastal Community Network de Tanzanie en 2015, et que les participantes ont considéré comme étant le principal obstacle à la valorisation de leurs activités après capture.

Un an plus tard, pour s'attaquer à ce problème, le réseau Mwambao qui regroupe des communautés côtières et autres partenaires en Tanzanie, a organisé avec l'appui de l'ICSF (Collectif international d'appui à la pêche artisanale) un voyage d'étude pour des femmes de neuf districts de Tanzanie (trois de Zanzibar et le reste de la Tanzanie continentale).

Accompagné par deux animateurs de Mwambao et aidé par l'association CANCO (Community Action for Nature Conservation), ce groupe est allé au Kenya en novembre 2016 pour apprendre davantage sur les techniques

de valorisation post capture et les stratégies de commercialisation. Il a rendu visite aux communautés de Jimbo et de Kiruwitu et au KEMPRI (Institut kenyan de recherche maritime et halieutique)

À Jimbo, les membres du JCCP (Projet de conservation communautaire de Jimbo) ont présenté aux Tanzaniennes leurs initiatives de préservation de la ressource, puis les méthodes et équipements qu'elles utilisent pour traiter l'anchois (*dagaa* en langue locale) : triage, nettoyage, cuisson à l'eau, séchage.

Les visiteuses ont constaté un certain nombre de différences entre les méthodes de Tanzanie et celles du Kenya. Au Kenya, on utilise des matériaux de meilleure qualité et des techniques plus efficaces : feuilles de plastique comme des filets pour étaler l'anchois trié à la main avant cuisson. Après ces discussions, le groupe est allé voir le site de débarquement de Jimbo où il a vu les différents bateaux utilisés par la communauté et la BMU (Unité de gestion de plage) pour les opérations de pêche, de surveillance et de secours éventuel. Les Tanzaniennes ont été particulièrement intéressées par la solide collaboration existant entre la BMU et la Communauté, par exemple dans le cadre d'un marché au poisson qui est géré par la BMU.



De ce voyage d'étude, les femmes ont retiré des enseignements importants : des méthodes pour améliorer la transformation après capture, le recours à un équipement plus performant (énergie solaire au lieu de lampe à pétrole, par exemple)

Elles sont ensuite allées au KEMFRI où on leur a présenté diverses innovations technologiques visant à aider les communautés à améliorer leurs activités de pêche : capture, gestion des ressources marines, transformation. Elles ont assisté à une démonstration avec des séchoirs solaires, et à des cours dispensés par des enseignants du KEMFRI.

Le groupe est ensuite allé voir le KCMCP (Projet de conservation marine de la communauté de Kiruwitu). Au cours de la dernière décennie, le KCMCP est parvenu à concrétiser un certain nombre de mesures de protection portant sur l'écosystème récifal et les tortues marines, la problématique de la conservation, l'écotourisme, le commerce du poisson. Les femmes ont été particulièrement intéressées par une initiative communautaire de commercialisation qui réussit, à savoir un lien direct, par voie aérienne, entre le village et les supermarchés et hôtels de Nairobi. La mise en place de ce circuit a été facilitée par des sociétés privées qui ont apporté un soutien financier et autre pour faire démarrer le projet. Cette initiative heureuse du KCMCP a ouvert les yeux sur les diverses possibilités à explorer en matière d'amélioration des revenus.

Comme la Conférence nationale des femmes de la pêche allait arriver, CANCO a invité le groupe à prolonger son séjour de deux journées afin de prendre part à l'évènement. Ce forum, qui se tenait les 19 et 20 novembre 2016, avait pour but d'identifier, d'analyser les problèmes communs auxquels se heurtent les femmes de

la pêche artisanale. Les Tanzaniennes se sont alors rendu compte que leurs difficultés étaient les mêmes que celles des femmes d'autres pays : harcèlement, mauvaise gouvernance, manque de respect envers les représentantes des femmes, insuffisance des connaissances techniques pour le traitement du poisson après capture.

Le jour suivant, 21 novembre, le groupe a participé aux célébrations de la Journée mondiale des pêcheurs organisées par CANCO, avec un soutien de la SSNC (Société suédoise pour la conservation de la Nature). Cela se passait dans le village de Tsunza, comté de Kwala, près de Mombasa. Il y avait là des centaines de gens venus des communautés avoisinantes, et également des leaders politiques, des responsables gouvernementaux, dont le directeur adjoint du Département des pêches et les représentants de l'Économie bleue. Ici aussi, les participants ont débattu des problèmes des communautés côtières concernant l'accès aux ressources naturelles marines et leur gestion. Il a aussi été question du manque de consultation avec les communautés locales, du manque de transparence sur les gros projets de développement (ports, chemins de fer, routes), des difficultés provoquées par la perte de lieux de pêche. Des concours et des discours étaient également au programme. Et les Tanzaniennes ont eu l'occasion de participer à une opération de replantage de la mangrove.

De ce voyage d'étude, elles ont retiré des enseignements importants : des méthodes pour

améliorer la transformation après capture, le recours à un équipement plus performant (énergie solaire au lieu de lampe à pétrole, par exemple), la place de la pêche pour le développement et l'éducation dans la communauté, une plus grande participation des femmes à toutes les activités liées à la pêche, une bonne collaboration entre les communautés (y compris dans les BMU), l'intervention de sociétés privées pour des projets de conservation et de génération de revenus.

Les gens du Kenya et de la Tanzanie ont donc constaté qu'ils étaient confrontés à de nombreux défis identiques, et qu'il s'agit là de réalités vécues par les communautés de pêche artisanale dans la plupart des pays du Sud. Cette visite a permis d'échanger abondamment des expériences et d'éventuelles solutions. Les communautés kényanes ont été très intéressées

par les méthodes améliorées de traitement de l'anchois qu'elles ont vues, et également intéressées par les VICOBA (banques communautaires rurales) établies pour développer les moyens d'existence dans les populations de pêcheurs du pays. Au terme de cette rencontre, les hôtes kényans ont exprimé l'espoir de pouvoir traverser la frontière vers le sud pour, à leur tour, apprendre des choses de leurs voisins tanzaniens.

Les gens de la pêche artisanale, et les femmes en particulier, se heurtent toujours à des difficultés sociales, économiques et politiques. Dans ce contexte, des initiatives comme celle dont on vient de parler sont des occasions privilégiées pour partager l'information, chercher des solutions communes, renforcer les droits et les moyens d'existence de chacun. ❏

**Cette visite a permis d'échanger abondamment des expériences et d'éventuelles solutions.**

**P**armi les personnes présentes à la 13ème Conférence des parties (COP13) à la Convention sur la diversité biologique qui s'est tenue au Mexique en décembre 2016, il y avait Olivia Rojas Bermudez. Si c'était la première fois qu'elle participait à une assemblée de ce genre, la notion de biodiversité ne lui était pas inconnue. À vrai dire, le respect de la diversité biologique est pour elle comme une seconde nature.

Gilda est née à Livingstone, au Guatemala. Devenue orpheline encore toute jeune, elle est élevée par sa grand-mère. Son grand-père, qui faisait partie d'un groupe de pêcheurs

et savent qu'elle doit se reposer et se remplir à nouveau, comme eux.

Les pêcheurs garifuna connaissent bien leurs récifs ; ils n'ont pas besoin de systèmes GPS. Ils font ce qu'ils ont fait depuis des générations : se repérer sur des points de la côte pour trouver l'endroit dont ils ont besoin. « Le pêcheur garifuna a un comportement responsable. Si son piège attrape un petit poisson, il le libère pour qu'il puisse continuer à grandir », dit Gilda, en faisant remarquer toutefois que les choses commencent à changer. Les chalutiers sont arrivés et ramassent tout, même le menu poisson.

Gilda continue de raconter la vie quotidienne de son peuple. « Quand les hommes reviennent de la pêche du matin, les femmes sont là en train d'attendre le poisson, qu'elles iront vendre de porte en porte, ou à des restaurants, ou dans la rue ».

Dans la culture garifuna, les femmes ont un rôle important. Auparavant, elles étaient dominées par le mari ; ce n'est plus le cas. De nos jours, elles n'hésitent pas à défendre leurs droits et leurs valeurs de femmes.

Une des grands-mères seulement de Gilda savait lire. En ce temps-là, c'était un rare privilège. Les choses ont changé, les femmes reçoivent une instruction ; certaines sont même juristes, enseignantes, médecins.

La Conférence sur la biodiversité a donné à Gilda l'occasion de rencontrer des femmes de différentes parties du monde. Elle pense que davantage de pêcheurs de la communauté garifuna devraient pouvoir assister à ce genre de réunions. Ils prennent soin de la mer depuis longtemps et auraient certainement des choses intéressantes à y apporter. ❏

## PROFIL

### **Gilda Olivia Rojas Bermudez : défendre ses droits et sa culture Les femmes garifuna sont promptes à passer à l'action...**

**Vivienne Solis**  
(vsolis@coopesolidar.org),  
Membre de l'ICCSF

de la communauté garifuna, travaillait sur une grosse pirogue appartenant à son grand-père maternel. À cette époque, le *cayuco* (bateau traditionnel) était en bois et pas en fibre de verre comme maintenant.

Gilda se souvient que le propriétaire apportait du pain et du café aux pêcheurs qui travaillaient pour lui. Chaque matin à 4 h, un groupe de 8 à 10 hommes partaient en mer après une tasse de café, avec la nourriture et l'équipement nécessaires dans leur sac à dos. Ils revenaient avec les prises du matin dans l'après-midi vers 14 h. Les Garifuna prennent juste ce dont ils ont besoin, et seulement dans la matinée : jamais après. Ils respectent la mer



# Anjali : femme des eaux

La vie, les combats, l'esprit indomptable d'une pêcheuse du Bengale occidental

**Sujoy Jana**

(sujoykh@gmail.com),  
membre du  
Dakshinbanga  
Matsyajibi Forum

(West Bengal  
Fishworkers Forum) ;  
traduit du bengali  
en anglais par

**Santanu Chacraverti**

(s.chacraverti@gmail.com),  
chercheur indépendant,  
consultant, travailleur  
social

Baaisha's bridge !

En bengali (la langue du Bengale occidental, sur la côte est de l'Inde), *Baaish* veut dire vingt-deux. Le pont de Baaisha tire son nom de ses 22 piliers. Situé pas très loin de Mandarmani, une station balnéaire au sud, il franchit une rivière qui coule même pendant les mois les plus secs. Si vous venez ici un jour, et que vous regardez vers la mer à partir du pont, je parie que vous ressentirez une bouffée de bien-être. Vous verrez le cours d'eau faire tranquillement ses méandres jusqu'à la mer, et le reflet argenté des bassins à poissons le long des rives. Vous verrez une abondance d'oiseaux migrateurs, et des pêcheurs avec de petits filets qui dérivent sur leur canot. Vous apercevrez sans doute aussi une femme dans sa quarantaine descendant la pente prononcée du canal : seule, un bandeau autour de la tête, visage sombre et audacieux, et souple comme l'acier. Avec quelle aisance elle prend la vague, lance son filet et manœuvre son canot pour contrer les turbulences de l'eau. En saison sèche comme sous la grande pluie, elle chasse le poisson, à la nuit tombante comme au petit matin.

C'est Anjali Bar. Elle habite à deux pas du canal, dans une petite cabane à côté de la digue. C'est une pêcheuse. Ses jours et ses nuits se passent dans la vase et dans l'eau, à la poursuite de petites espèces locales : *parshe* (mulet joue d'or), *tangra* (poisson chat), *gule* (Oxudercinae). Au bout de dix à douze heures de travail, et avec un peu de chance, elle s'en va avec un ou deux

kilos de poisson au marché de Satmile, distant de 12 km. Ce régime éreintant qui nourrit sa famille ne cesse jamais. Anjali connaît le secteur de Baaisha aussi intimement que la paume de sa main. Et elle est évidemment bien connue aussi des mauvais tourbillons du canal et des remous provoqués par la rencontre du cours d'eau et de la mer. Personne n'ose confronter ces lieux avec autant de dédain qu'Anjali dans son pauki (canot) de 3,65 m.

Anjali est née en avril 1971 dans une famille de pauvres pêcheurs. Son père s'appelait Haripada Bar, et sa mère Sandhyarani. Ils demeuraient dans le village de Samudrapur, pas loin du pont de Baaisha. Anjali était l'aînée du couple. Son enfance a été pleine d'énergie, d'activité et de bagarres avec ses semblables. Quand la petite fille se balançait dans un banian d'une racine échasse à l'autre et qu'elle sautait dans le canal, nageait à contre-courant et remontait en vitesse sur la rive, les adultes étaient plutôt impressionnés. Quand elle amenait ses petits frères et sœurs loin à travers champs et pâturages, on fronçait souvent les sourcils, mais personne n'était vraiment inquiet. On avait confiance dans cette jeune fille à la fois audacieuse et responsable : elle saurait protéger les plus petits.

Anjali est restée à l'école du village jusqu'à la deuxième classe seulement. Comment aurait-elle pu continuer ? La pauvreté barrait le chemin. Comment acheter les livres ? C'était déjà assez difficile d'avoir de nouveaux vêtements. Et sa mère est tombée malade, et Anjali a dû s'occuper des plus petits. Son père était un journalier qui trouvait à s'employer au halage de grosses sennes de plage. Il revenait à la maison peut-être une fois par semaine. Parfois, il mouillait son *beundi* (filet poche) dans le canal en espérant quelques bonnes prises. Mais il y avait huit bouches à nourrir à la maison. Son labeur incessant a fini par affecter sa santé.

Quand Anjali a eu 10 ans, son père a été atteint de maux chroniques aux intestins. Or la famille n'avait pas les moyens d'avoir recours au médecin. Et comment suivre un régime spécial alors que c'était déjà si difficile d'avoir un repas réduit à l'essentiel ?

Son père devenu incapable de travail, Anjali réalise soudain, à l'âge de 11 ans, qu'elle a grandi. Fini les jeux ! Anjali prend sa décision : elle va nourrir

SUJOY JANA



Samudrapur, village natal d'Anjali, le canal de Baaisha (en bleu) et autres lieux de ce récit



la famille. À cette époque, le poisson abondait encore à Samudrapur et aux alentours. Mais ce n'était pas facile pour elle de l'attraper, ni de le vendre à bon prix, d'autant plus que c'était une jeune fille. Et le marché était assez éloigné. Heureusement, le courage et la volonté ne lui faisaient pas défaut.

Au début, la petite Anjali utilisait les filets les plus aisés à manier : le *chhani jal* (filet en forme de passoire que même un enfant peut manœuvrer dans l'eau pour récupérer crevettes et petits poissons), le *khyanpa jal* (sorte d'épuisette encore plus petite pour récupérer crabes et petits poissons dans les vasières). Il fallait ensuite courir au marché pour vendre sa récolte et acheter de la nourriture pour la maison. Les villageois s'étonnaient de voir la gamine enjouée d'hier en train de devenir le gagne-pain de sa famille.

Sa santé s'étant améliorée, Haripada a commencé à descendre jusqu'à Soula à l'embouchure du canal de Baaisha pour mouiller un *beundi*. Sa fille aînée était toujours là à ses côtés pour l'aider dans ses opérations. Si les commerçants locaux refusaient d'acheter à un prix convenable, Anjali allait voir dans un autre marché, et ainsi de suite. Les chemins étaient non revêtus, et il n'y avait pas de moyens de transport. Avec son panier de poissons sur la tête, elle pouvait facilement comptabiliser jusqu'à 25 km de marche à la fin de la journée. Elle tombait alors sur son lit et somnait dans le sommeil, absente pour le monde extérieur. Mais le filet calé dans le courant l'attendait, et elle avait dans le sang le rythme des marées : au petit matin, elle se réveillait à temps pour retirer les prises de l'eau.

Au milieu des années 1980, les petits pêcheurs ont commencé à utiliser des moustiquaires pour confectionner leur *beundi*. La saison pour ce type d'engin allait d'octobre à février, et on récoltait petits poissons et crevettes qui étaient séchés sur la plage et vendus. Anjali est parvenue à obtenir un emplacement pour sa famille au *khoti* (site de débarquement communautaire) d'Araghania, assez éloigné de chez elle. Les opérations en ce lieu prenaient de longues heures : préparer le filet, amener la récolte, l'étaler sur le sable, passer le balai de temps en temps, enlever le sable, mettre le poisson séché en paquets, le peser, le ranger. Ça n'en finissait pas. Anjali et sa famille restaient au *khoti* pendant les cinq mois que durait la saison.

L'arrivée des pluies et des vents du sud marquait le début de la saison à la senne de plage. Maintenant Haripada se portait beaucoup mieux ; avec Anjali à ses côtés, il s'enhardissait. Il avait été auparavant embauché comme journalier pour le halage de la senne de plage. Il est parvenu à obtenir un prêt et à se mettre en partenariat avec d'autres pêcheurs pour lancer sa propre affaire. Cela a bien marché, et la pauvreté de la famille a été moins pesante. Mais Anjali ne ralentissait pas, et continuait à

vendre le poisson avec sa vigueur habituelle. Puis, son père a subi une perte inattendue et s'est retrouvé endetté. Anjali a dû travailler encore plus pour le sortir de cette situation.

Assis par terre devant sa cabane, elle songe à ce passé. Le regard sombre tourné vers le lointain, elle dit que sa vie de labeur n'a apporté finalement à sa famille que deux petits repas par jour. Elle n'a même pas un petit bout de terrain, ni quelques roupies d'économies personnelles.

Haripada n'avait sans doute pas gagné son combat incessant contre la pauvreté, mais il avait réussi à trouver pour sa fille un mari : un jeune homme nommé Atithi Bar qui appartenait à une grande famille de pêcheurs modérément aisée. La petite lutin des eaux était maintenant tout à fait une femme au foyer. En sa qualité d'aînée des belles-filles, elle a pris la charge du ménage.

Cinq ou six années ont passé paisiblement. La première fille d'Anjali est née. Puis, graduellement, la famille a connu des difficultés économiques. Avec la pauvreté, la discorde a aussi montré son visage dans cette maison. Anjali se sentait indésirable dans les turbulences de la famille étendue. En souffrance, elle est retournée dans sa maison parentale, avec le mari et la fille. Pensait-elle que, en retrouvant ses lieux d'avant, la rivière de Baaisha et la mer, sa vie aurait une nouvelle signification, prendrait une nouvelle direction ? Peut-être...

Elle n'était pas déçue. Le paysage familier, les vastes étendues aquatiques indomptées insufflaient un nouveau souffle dans son existence, lui donnaient de l'espoir. Anjali ne voulait pas déranger ses parents trop longtemps. En quelques mois, elle se construit un abri près du pont de Baaisha, au pied de la digue. Un home pour trois, fait de tiges et lamelles de bambou, le tout recouvert d'un torchis. Elle n'avait ni bateau, ni filet, aucune part dans un *khoti*. Résidente non invitée sur un terrain public, elle n'avait pas le temps de s'occuper de l'avenir : le présent réclamait toute son attention.

Avec une toute petite fille dont il fallait bien s'occuper, Anjali avait du mal à s'en sortir. Elle a donc envoyé son mari travailler comme journalier. Atithi, un homme tranquille, d'humeur égale était bien considéré ; il n'a pas eu trop de mal à trouver de l'emploi. Doucement, les choses rentraient dans l'ordre.

Puis des difficultés sont réapparues. Trois autres enfants sont nés, ce qui augmentait évidemment les besoins du ménage. Laisant ses enfants à la maison, Anjali devait accomplir des tâches supplémentaires, pour aider son mari, envoyer du poisson au marché. Les gains n'étaient jamais suffisants. Des trous sont apparus dans la toiture : on voyait la lumière de la lune à l'intérieur, la pluie détrempait le sol, mouillait les lits.

Mais ce toit était le cadet de leurs soucis, car c'est toute la cabane qui était en danger. Le terrain appartenait en effet à la Direction de l'irrigation : ils pouvaient être expulsés à tout

**Chaque jour a été une lutte pour la survie.**



Anjali à son travail. Les longues heures passées sur le bateau ne donnent pas de quoi subsister. Qu'advient-il dans les jours à venir ?

moment ; où pourraient-ils aller ? Ils habitaient ici depuis vingt ans. Anjali dit que les gens du voisinage les considèrent comme des réfugiés, des gens d'ailleurs. Elle utilise le terrain au pied de la digue comme un jardin et le canal de drainage le long de la digue comme son étang. A côté de cet « étang », elle a planté des manguiers, des jaquiers, des tamariniers. Tandis qu'elle regarde sa petite demeure dans cet environnement sauvage, elle a soudain l'impression que ce n'est pas à elle, que c'est comme un objet volé. Si seulement elle avait un toit, une cour bien à elle ! Jamais plus elle ne se réveillerait prise de panique, de peur de perdre son logement.

Anjali est comme une ancienne combattante de multiples batailles. Chaque jour a été une lutte pour la survie. Parfois on doit se battre contre la nature, parfois contre des processus sociaux, parfois contre des individus avides et puissants. Dans la rivière de Baaisha, des filets sont fixés toutes les 50 à 100 coudées. L'utilisation généralisée de moustiquaires a détruit les œufs et larves de poissons. Des effluents toxiques provenant d'innombrables élevages de crevettes empoisonnent le canal, font crever les poissons. Anjali est obligée de descendre son canot jusqu'à la mer. Les pêcheurs dans les *khotis* ne veulent pas qu'elle pêche. Il fut un temps où Anjali opérait tout le long du rivage ; maintenant elle n'a plus le droit. Il fut un temps où les zones humides des deux côtés de la Baaisha lui étaient ouvertes ; c'est fini ! Le *panchayat* (conseil local) a loué ces espaces à de riches individus. Où Anjali pourrait trouver de l'argent pour obtenir un droit d'entrée ?

Elle pêche aussi dans les parties hautes du canal de Baaisha. Depuis huit ans, même cela est devenu problématique. Dans le canal, il y a maintenant des filets calés appartenant à des personnes fortunées extérieures aux communautés de pêche, mais qui sont de mèche avec l'administration locale. Le poisson ne peut plus se déplacer librement. Et les petits maillages

ont un effet destructeur sur les stocks. Anjali a protesté et tenté de mobiliser l'opinion publique contre ces pratiques, ce qui lui a créé des ennemis. Il y a quelque temps, un pêcheur du nom de Nanda Jana a été éjecté d'un marché au poisson local par des malfaiteurs. Anjali a vite protesté, et a subi des représailles pour avoir élevé la voix : sa marchandise a été balancée dehors, et elle a été chassée du marché. Depuis ce temps, elle se bat vigoureusement pour récupérer son droit de vendre du poisson.

L'administration locale corrompue et les malfaiteurs du secteur se sont donné la main pour bloquer ses efforts. Mais Anjali refuse d'abandonner la partie. Elle envoie son mari vendre la marchandise d'un village à l'autre.

En 2010, elle est devenue membre de la Medinipur Jela Upokulio Matsya Vendor Union (Syndicat des poissonniers côtiers du district de Medinipur). Cette structure l'a aidée pour qu'elle connaisse mieux ses droits. Les récits des luttes menées par les pêcheurs en d'autres régions du pays ont véritablement stimulé son esprit. Elle a trouvé aussi son inspiration dans les témoignages sur le combat des pêcheurs des Sundarbans, particulièrement les plus pauvres qui utilisent des pirogues.

Aujourd'hui, Anjali est une leader, une collègue des pêcheurs locaux. Elle mène le combat pour faire respecter le droit des pêcheurs à une utilisation commune du canal de Baaisha. Elle exprime les revendications des vendeurs de poisson. Elle a représenté sa structure à l'atelier qui s'est tenu en 2014 à Chennai sur le thème de la biodiversité marine et des droits des petits pêcheurs. Elle l'a représentée également à plusieurs reprises dans des forums organisés à l'échelle du Bengale occidental.

En tant que responsable du syndicat des vendeurs de poisson, Anjali connaît bien la nécessité de l'unité et de l'action collective dans son district pour parvenir à faire pression sur le gouvernement. Quelques résultats ont été obtenus, mais il reste évidemment beaucoup à faire.

La profession qu'elle exerce est d'ailleurs en péril. Actuellement 12-13 heures de pêche ne suffisent pas pour faire vivre une famille. Dans le canal de Baaisha encombré de filets, il est impossible de se servir d'un bateau. On voit donc Anjali marcher le long de pêcheries abandonnées, à la recherche de mollusques.

Atithi est maintenant vendeur de poisson à plein temps. Comme la famille ne prend pas elle-même beaucoup de poisson, il en achète dans divers *khotis*. Parfois il va avec sa marchandise d'un village à l'autre, parfois il trouve une place dans tel ou tel marché.

Autrefois, la mer faisait vivre Anjali. Aujourd'hui, Anjali et son mari n'ont plus à l'esprit d'aller en mer. Les longues heures passées sur le bateau ne leur donneraient pas de quoi subsister. Qu'advient-il dans les jours à venir, pour sa maison, pour son étang, pour ses arbres ? Et d'elle-même avec tout cela ?

Anjali n'a pas les réponses. L'instinct de survie l'avait poussée à abandonner sa jeunesse et à aller en mer. Aujourd'hui la même force l'incite à s'éloigner de l'existence qu'elle connaît si bien.

Parviendra-t-elle à ignorer l'appel de l'eau et des marées ? Anjali n'a pas la réponse.

*Quatorze mois plus tard...*

Ce récit avait été écrit il y a quatorze mois. Des choses ont changé depuis.

L'an dernier, au mois de mai, le jour tant redouté est arrivé. La demeure d'Anjali a été détruite pour faire place à une route. Cet humble foyer ne pouvait guère faire obstacle à la marche du bien public ! Anjali et sa famille ont trouvé refuge chez une pauvre dame qui disposait d'un petit espace.

Si vous allez sur le pont de Baaisha, vous verrez encore le vieux canot d'Anjali, mais plus aucune trace de sa cabane. ❧

## Table ronde de femmes de la pêche

### Les femmes de la pêche artisanale de l'État de Goa identifient des priorités et démarrent un processus d'auto-organisation

**Mariette Correa**  
(mariettec@gmail.com),  
Coordinatrice des  
programmes à l'ICSF

Le 19 février 2017 s'est tenue à Goa, Inde, une table ronde réunissant 30 personnes impliquées dans diverses activités liées à la pêche artisanale. Elle faisait suite à un atelier qui avait eu lieu en novembre 2016, et auquel avaient participé pendant trois jours 63 femmes venues des districts côtiers du pays afin de débattre de leurs problèmes et de s'informer sur les Directives volontaires pour une pêche artisanale durable (Directives PAD), sur les programmes et lois pouvant être évoquées pour faire avancer leur cause. Il y avait là cinq personnes de Goa qui avaient bien l'intention de poursuivre l'action dans leur région. Cela trouvait un écho semblable dans le groupe Saad Aangan, basé à Goa et militant sur la problématique de genre. Depuis un certain nombre d'années, ils envisageaient de consolider l'expérience des femmes de la petite pêche dans l'État de Goa.

Concernant les problèmes que connaissent les femmes de la pêche artisanale, il n'y a pas eu grand-chose de fait dans cet État. Leurs difficultés ont été noyées dans la problématique générale de la pêche artisanale, qui revient sur scène lorsque surviennent des incidents particuliers ou des menaces immédiates sur les moyens d'existence, comme la pression exercée sur le littoral (terre et eau) par des projets de développement, le tourisme. Pour commencer, il est donc indispensable de collecter l'information, de rencontrer les divers groupes concernés ou des représentantes de femmes de la pêche, notamment celles qui se sont engagées dans des luttes locales.

Des représentantes de Saad Aangan et de l'ICSF (Collectif international d'appui à la pêche artisanale) se sont rendues dans certains secteurs de Goa pour rencontrer ces femmes. Il est apparu que certains groupes d'activités (représentés par des femmes) seraient dans l'impossibilité de venir à la réunion du 19 février. On leur a alors demandé de faire part de

leurs préoccupations, qui ont été présentées au groupe élargi présent à la table ronde. Dans l'État de Goa, il y a de petits marchés où quelques femmes (de 3 à 8 en général) vendent leur poisson, soit dans la rue, soit à l'intérieur. Elles se rendent dans les grandes villes au petit matin, se fournissent auprès de grossistes et reviennent vers les clients de la matinée sur leurs marchés locaux. Ces femmes vivent de leurs recettes quotidiennes, et ne pas être là une journée entraîne un manque à gagner fort dommageable. Beaucoup d'entre elles sont sceptiques quant à des solutions possibles à leurs problèmes. Et elles ne sont pas suffisamment convaincues de l'utilité de présenter ces difficultés à un public plus large. Elles pensent que cela ne correspond pas au vécu de nombreuses femmes pourtant dans des situations semblables. Certaines évoquent même les grossistes qui, d'après elles, connaissent leurs problèmes, les ont aidées par le passé et pourraient bien les représenter. Après la table ronde, il est clairement apparu qu'il faudrait rencontrer davantage ces femmes pour les entendre parler plus en détail de leur situation.

L'atelier s'est déroulé largement de manière interactive. Les femmes des différents groupes présentaient leurs problèmes. Comme un questionnaire avait été envoyé aux groupes au moment de l'invitation, elles étaient préparées pour débattre des principaux thèmes : accès à la ressource, marchés, santé, éducation, logement, violence, discrimination...

La plupart appartenaient à des communautés de pêche traditionnelles et étaient vendeuses de poisson. Pour la majorité d'entre elles, c'était la première fois qu'elles parlaient de leurs problèmes devant un public élargi. Elles venaient de différentes régions de l'État de Goa, de divers groupes et communautés, mais faisaient face à bon nombre de difficultés communes. Elles ont évoqué les menaces qui pèsent sur leurs moyens de subsistance de leurs communautés, l'absence de mesures protectrices. Elles se plaignaient de l'insuffisance de l'espace dans les marchés, de leur éviction progressive des bons endroits sous la pression d'autres vendeurs. Dans certains secteurs, des vendeurs



**Cette table ronde a permis l'établissement de contacts, l'échange d'expériences. Et les femmes ont décidé de se mettre ensemble, de s'auto-organiser.**

qui ne sont pas sur le territoire de la municipalité ou du *panchayat* (conseil local) vendent leur marchandise sur la route ou tout autre espace ouvert juste à l'extérieur du marché, ce qui réduit d'autant les ventes des opérateurs habituels. Elles déplorent aussi l'absence d'eau, de toilettes, de possibilités d'entreposage à l'intérieur. Dans plusieurs endroits, le marché est mal éclairé et a besoin de réparations.

Autres problèmes depuis quelques années, l'absence de réglementation sur les heures d'ouverture. À cause des senneurs, des grossistes arrivent sur les marchés à différents moments de la journée. Et il y a aussi des vendeurs qui sont venus de diverses autres régions de l'État de Goa. Cela provoque d'énormes variations des prix au cours de la journée, avec évidemment des répercussions sur les ventes des commerçantes habituelles. Celles-ci ont réclamé un encadrement des horaires, mais sans résultat.

À Panjim, la capitale, le marché au poisson est dans une condition lamentable, ont dit les femmes. Près des poissonnières, il y a les vendeurs de viandes, ce qui empêche les clients de venir jusqu'au poisson à cause des odeurs. Comme il n'y a pas d'horaires établis dans les marchés, ce n'est jamais fermé assez longtemps pour que le nettoyage puisse se faire convenablement.

Les camionnettes de poissonniers subventionnées par le gouvernement sont aussi une source de problèmes pour les vendeuses locales. Ces véhicules ont été mis à disposition à condition qu'ils se rendent et se garent dans des villages dépourvus de marché, et qu'ils cèdent leur marchandise à 5 % de moins que les cours habituellement pratiqués. Or, ils stationnent près des marchés urbains où ils concurrencent les vendeuses locales à cause de ces prix. De la même façon, les vendeurs à bicyclette qui s'approvisionnent dans les marchés auprès de grossistes font du porte à porte dans les villages, ce qui réduit le nombre de clients au marché. Cela se fait sans permission explicite des *panchayats* et des municipalités.

Comme il n'y a pas de règles claires concernant le *sopo* annuel (taxe traditionnelle collectée par ces organismes), les montants prélevés varient d'un marché à l'autre, suivant la personne, le poids de la marchandise, l'emplacement. Des femmes de régions éloignées ont été très touchées par cela quand les tarifs ont augmenté sans justification apparente. Les vendeurs qui pratiquent le long des routes ou dans de petits marchés sont confrontés à l'insécurité dans l'espace disponible, au vent, à la pluie, à la poussière.

Partout dans l'État de Goa, les femmes ont plus de mal à obtenir du poisson pour la revente immédiate, le séchage, ce qui les oblige à travailler plus longtemps, et a des effets sur leur santé. Des menaces pèsent aussi sur les terrains et l'eau dont elles peuvent disposer à cause du tourisme, des constructions, des projets de développement (du genre casino !), de la pêche industrielle à Goa et dans les États voisins.

Concernant la façon dont sont traités leurs problèmes, elles font remarquer le manque de volonté politique et la médiocrité des systèmes de gouvernance. Un certain nombre de participantes venaient de communautés qui avaient déjà exprimé des protestations, qui avaient demandé aux autorités de protéger leurs intérêts. Mais presque rien n'a été fait.

Dr Smita Mazumdar, surintendante à la Direction des pêches, a présenté les quelques programmes dont peuvent bénéficier les femmes : boîtes à glace, prêts à taux faible pour une activité liée à la pêche, financement pour la construction de marchés au poisson. Elle précise que cinq lakhs de roupies (500 000 Rs, environ 7 500 dollars) sont disponibles pour ce dernier chapitre. Ce budget reste sous-utilisé bien que la Direction des pêches ait demandé aux *panchayats* de faire connaître leurs projets. Elle informe le groupe des conditions à remplir, et parle aussi du rôle des inspecteurs, surveillants et agents des pêches, des personnes à contacter.

Les femmes lui ont fait part de leurs préoccupations à propos de la mise en œuvre de certains de ces programmes, de leurs problèmes généraux qui ne se limitent certainement pas à des dispositifs sociaux. Elles ont été surprises d'apprendre que, dans le cadre d'un nouveau dispositif émanant du gouvernement central (et qui serait appliqué par le gouvernement de Goa), les vendeurs de poisson pourraient toucher une subvention de 30 000 Rs pour l'achat de certains type de motos. Les femmes ont été plutôt déçues par cette information. Elles estiment que ces choses ne feront que renforcer la situation de ceux qui disposent de cycles, qui peuvent être mobiles (essentiellement des hommes). Cela pénaliserait encore davantage les vendeuses des marchés locaux qui souffrent déjà de la concurrence des vendeurs à bicyclette.

Des récits de succès ont quand même été échangés. Des femmes se sont organisées et les revendications de leur fédération n'ont pas été ignorées quand le marché avait besoin d'une rénovation. Le marché remodelé tient compte dans une certaine mesure de leurs besoins. Mais il reste bien des difficultés à cause du manque d'installations de stockage, d'endroit abrité, et parce qu'elles doivent payer pour utiliser les toilettes et avoir de l'eau.

Les exploitations aquacoles de Goa sont essentiellement des étangs traditionnels améliorés qui sont la propriété de familles ou de la *comunidade* (structure foncière communautaire) qui louent ces espaces pour l'année ou plusieurs années. La plupart sont en monoculture, et le gouvernement accorde des subventions et des formations. Il y a des femmes qui sont propriétaires. Les représentantes qui venaient de ces fermes ont évoqué le manque de soutien de l'administration locale pour des travaux d'infrastructure dans ce domaine en faveur des couches économiquement défavorisées.

On a présenté aux participantes les Directives PAD et leurs principes directeurs et ce en quoi elles concernent les problèmes exprimés par les femmes. On a ensuite débattu de l'importance de l'audit social et du suivi de la mise en œuvre des dispositifs, de la façon de se servir de ces Directives pour soutenir le renforcement des capacités des femmes, consolider leurs associations et collectifs, plaider pour la cause des femmes en s'appuyant sur certains éléments des Directives. Le manque de programmes à destination des femmes de la pêche à Goa illustre en fait l'absence de considération pour le travail des femmes.

Au cours de la table ronde, les femmes ont exprimé plusieurs demandes. Elles ont réclamé de la transparence et de la responsabilisation dans la conception des marchés, une obligation de rendre des comptes à tous les niveaux. Elles ont fait une demande concertée pour des marchés convenables, pour que les vendeuses soient consultées sur les plans, et que leurs besoins soient ainsi pris en considération. Il faudrait que le gouvernement prévoie de fournir de la glace aux petites poissonnières. Dans les marchés, il faudrait aussi construire des toilettes (et les entretenir), installer l'eau courante et des moyens de stockage appropriés. Elles ont insisté sur la nécessité d'encadrer les horaires pour les grossistes et les revendeurs dans chaque marché, et d'attribuer des cartes d'identité aux femmes qui ont des droits de place traditionnels sur les marchés.

Elles ont demandé que les inspecteurs des pêches veillent à ce qu'il n'y ait pas de vendeurs en train d'opérer juste en dehors des marchés, et que les vendeurs à bicyclette, en rickshaw ou en fourgonnette aillent dans des secteurs où il n'existe pas de marché. Elles ont demandé qu'on élabore une réglementation concernant le choix du lieu d'implantation des marchés au poisson. Elles considèrent que les poissonnières devraient aussi pouvoir bénéficier de droits à la sécurité sociale et à une pension, comme c'est le cas pour les chauffeurs de motocyclettes à Goa. Elles souhaiteraient que certains programmes de la Direction des pêches soient étendus à d'autres opérateurs. Par exemple, les dispositifs relatifs aux sennes de plage (*rampon*) pourraient s'appliquer aussi à d'autres filets et engins de pêche utilisés dans les terres basses et humides (*agor/khazan*) des estuaires. Et pour finir, comme la capitale de l'État de Goa est en train de se transformer en Smart City (Ville intelligente), les poissonnières aimeraient bien collaborer avec la Direction des pêches pour proposer un marché au poisson modèle.

Cette table ronde a été importante car elle a permis l'établissement de contacts, l'échange d'expériences. Et les femmes ont décidé de se mettre ensemble, de s'auto-organiser afin de faire part de leurs préoccupations aux autorités, avec l'appui du Saad Aangan. Les représentantes de chaque localité se sont engagées à organiser des réunions sur place pour parler de toutes ces choses et envisager la formation de groupes et associations. Elles verront également s'il sera possible d'avoir, au plan local, des réunions communes avec les responsables de leurs *panchayats*, les poissonnières et la Direction des pêches. Une délégation devrait rencontrer prochainement le directeur de cette administration et d'autres services pour leur présenter officiellement les revendications des femmes. ❧

**Entretien avec Mercy Wasai Mghanga, poissonnière, présidente de la BMU (Unité de gestion de plage) de Bamburi, vice-présidente du réseau de BMU du comté de Mambasa**

**Hadley B. Becha** (becha.canco@gmail.com), directeur de CANCO (Community Action for Nature Conservation)

### Parlez-nous un peu de vous

Je fais le commerce du poisson à Mombasa depuis vingt ans maintenant. J'ai été attirée dans ce métier par une amie qui fournissait du poisson aux touristes et aux hôtels. Mon mari, qui est dans les affaires, m'a donné le capital de départ et m'a aussi aidée pour transporter la marchandise jusqu'au marché.

### Quels sont actuellement vos problèmes et ceux des autres femmes ?

Les femmes sont aux prises avec des besoins financiers. C'est pourquoi, il faut que nous ayons le droit de travailler dans n'importe quel secteur de notre choix. Les ressources du Kenya sont pour tous les Kényans. Mais les hommes pensent qu'ils sont supérieurs aux femmes. Ils occupent tous les postes de responsabilité, et minimisent les droits des femmes à monter en grade dans le secteur de la pêche. Nous avons rencontré un groupe de transformatrices tanzaniennes qui étaient en voyage d'étude au Kenya. Les pêcheurs de là-bas aussi considèrent que les femmes sont le sexe faible ; et cette opinion est renforcée par des cultures et des coutumes discriminatoires à l'encontre des femmes. Il existe malgré tout des signes encourageants : les femmes commencent à se battre pour leurs droits. Il faut qu'elles se lèvent, qu'elles combattent contre le comportement discriminatoire des hommes à leur égard dans les BMU et aux postes du réseau à l'échelle du comté.

### Dites-nous quelques mots sur la Conférence des femmes de la pêche

J'ai été très fière de participer à cette réunion qui a donné aux femmes l'occasion de parler des problèmes qui les touchent dans toute l'Afrique. Nous avons réalisé que leurs difficultés sont semblables, et qu'il ne faut plus nous considérer comme des *mama karanga* (poissonnières informelles) mais comme de vraies entrepreneures.

### Quelles devraient être les prochaines actions des femmes ?

Elles doivent continuer à se battre pour réclamer le respect de leurs droits, y compris le droit de monter en grade dans le secteur de la pêche. Nous avons besoin d'être aidées, nous avons besoin de trouver les soutiens appropriés pour acquérir bateau et équipement. Nous devons dialoguer avec nos sympathisants, toutes les parties prenantes (y compris les banques) dans l'ensemble du réseau des BMU du comté de Mombasa. ❧

## YEMAYA MAMA

« Ça commence à la maison ! »



## Quoi de neuf sur le web ?



**Ramya Rajagopalan**  
(ramya.rajagopalan@gmail.com),  
chargée de programme à  
l'ICSF

## Rétrospective : Égalité des sexes, retour sur l'année 2016

De la condamnation d'un seigneur de la guerre congolais pour crimes contre l'humanité à l'organisation de manifestations en Argentine pour protester contre le féminicide, en passant par la mise à jour des emojis afin de les débarrasser des stéréotypes de genre, cette rétrospective présente une sélection des succès, des événements marquants et quelques autres moments mémorables en matière d'égalité des sexes qui ont jalonné l'année partout dans le monde.

Les sujets évoqués sont divers. La procédure lancée par d'anciennes enfants

mariées du Zimbabwe a débouché sur une interdiction générale du mariage de mineurs dans ce pays. Des femmes s'installent littéralement aux commandes : poste de pilotage à Brunei, siège de conductrices en Inde.

Tout cela montre que les femmes font des progrès remarquables dans bon nombre d'environnements, que le statu quo est en train d'évoluer, vers plus d'égalité entre hommes et femmes.

<http://interactive.unwomen.org/multimedia/timeline/yearinreview/2016/en/index.html>



PUBLIÉ PAR  
Collectif international d'appui  
aux travailleurs de la pêche

27 College Road  
Chennai 600 006, Inde  
tél: (91) 44 2827 5303  
fax: (91) 44 2825 4457  
courriel: [icsf@icsf.net](mailto:icsf@icsf.net)

site Internet: [www.icsf.net](http://www.icsf.net)

PRÉPARÉ PAR  
Nilanjana Biswas

TRADUCTION  
Gildas Le Bihan

ILLUSTRATIONS DE  
Sandesh  
([sandeshcartoonist@gmail.com](mailto:sandeshcartoonist@gmail.com))

MISE EN PAGE  
P. Sivasakthivel

Les articles soumis par vous ou d'autres devront comporter 500 mots au maximum. Ils porteront sur des questions qui concernent directement les femmes et les hommes du monde de la pêche, sur des publications récentes, des réunions où la situation et l'action des femmes sont évoquées. Nous serions aussi heureux de recevoir des « tranches de vie » racontant les efforts de femmes et d'hommes qui militent pour une pêche durable et

pour que la société reconnaisse leur apport à ce secteur d'activité. Ajoutez deux ou trois lignes sur l'auteur.

Faites-nous part de vos commentaires et de vos suggestions pour améliorer le contenu de ce bulletin. Indiquez-nous aussi le nom de personnes susceptibles d'être intéressées par cette initiative. Nous serons très heureux de recevoir votre courrier et des articles à publier.